

La troisième mondialisation a commencé

UNE CHRONIQUE DE NICOLAS BOUZOU

Les enjeux géopolitiques dictent désormais les flux industriels et commerciaux. Les entreprises en profitent, le consommateur moins.

Le réchauffement climatique, le Covid et les tensions géopolitiques nous font basculer dans ce que le professeur d'économie à Harvard Dani Rodrik nomme « le productivisme ». Il s'agit pour les Etats d'inciter les entreprises à produire en allant au-delà des allègements de taxes et des dérèglementations à la Thatcher-Reagan. Cette « économie de l'offre » du début des années 1980 était libérale. Le productivisme est moins idéologisé. Il mobilise des outils de politiques publiques qui vont des baisses d'impôts aux subventions en passant par une large gamme de réglementations pour inciter, voire obli-

Après une « économie de l'offre » libérale, voici un « productivisme » moins idéologisé

ger, les entreprises à construire des usines de vaccins, des centrales nucléaires, des semi-conducteurs, des avions de combat. Le fameux Inflation Reduction Act américain, qui déverse des tombereaux de subventions pour que les usines se décarbonent, constitue un exemple abouti de ce productivisme. Joe Biden, le commissaire européen Thierry Breton et, dans une certaine mesure, Emmanuel Macron, y sont désormais convertis. L'Allemagne, culturellement peu à l'aise avec ces interventionnismes qui percutent son ordolibéralisme, commence à s'y mettre à sa façon : lentement mais sûrement.

Parmi ces évolutions citées, les tensions géopolitiques sont les plus structurantes. Elles nous font entrer dans une « troisième mondialisation », nouvelle infrastructure du capitalisme.

La première mondialisation avait

concerné les échanges de biens puis de services. Elle a émergé sous l'Antiquité grecque. Cette mondialisation s'est approfondie après la Seconde Guerre mondiale, quand s'est formé un consensus en faveur du libre-échange. Encouragée par l'OMC, elle s'est traduite par une baisse inédite des droits de douane dans la plupart des pays.

La deuxième mondialisation a concerné l'organisation des chaînes de valeur. Dès la fin des années 1990, grâce au progrès technologique, les grandes entreprises se sont organisées géographiquement sur une base internationale : la recherche et développement dans les pays riches, la production dans les pays à faible coût de main-d'œuvre, la distribution dans les pays à croissance dynamique.

La troisième mondialisation est une « géopolitisation » de la mondialisation. Alors que les deux premières étaient guidées par l'efficacité économique, celle-ci opère un retournement : l'économie (échanges internationaux, prix, taux d'intérêt) est devenue la variable d'ajustement de la géopolitique. Les flux de semi-conducteurs en témoignent. 70 % de nos puces sont produites à Taïwan. Une invasion de l'île par la Chine nous en priverait. Raison pour laquelle le gouvernement américain contribue à financer la construction de giga-usines en Arizona, au Texas ou dans l'Ohio. Les Américains restreignent leurs exportations, ce qui oblige l'Union européenne à mener sa propre politique de subventions pour faire émerger une filière européenne des semi-conducteurs.

Les échanges commerciaux entre pays amis et fiables priment dorénavant



Le terme de « démondialisation » est impropre pour deux raisons. D'une part, il est trop fort. Certes, le ratio des exportations mondiales a tendance à reculer un peu, mais ce recul date de la crise financière de 2008 et est limité. D'autre part, les chaînes de valeur restent internationalisées. Les entreprises diversifient leurs approvisionnements en privilégiant des pays géopolitiquement amicaux. On importe moins de Chine mais un peu plus d'Inde et beaucoup plus de Roumanie. Les Etats subventionnent leur production dans l'énergie, les industries de santé, l'agroalimentaire. Ils autorisent l'ouverture de mines pour sécuriser les approvisionnements en matières premières. La troisième mondialisation, ce sont des échanges commerciaux entre pays amis, et fiables, et une tentative d'autonomie dans les secteurs jugés stratégiques.

La deuxième mondialisation plaçait le monde entier en concurrence. Elle était bénéfique au consommateur, via la baisse des prix, en échange d'une pression sur les profits des entreprises, voire, dans les pays les moins compétitifs, d'une désindustrialisation. La troisième mondialisation bénéficie aux entreprises puisque les pouvoirs publics aident directement les producteurs. En revanche, elle pénalise le consommateur qui doit s'acquitter de prix plus élevés. Ce prix, c'est le coût de la domination de la géopolitique sur nos vies. *

Nicolas Bouzou, économiste et essayiste, est directeur du cabinet de conseil Asterès.

Souire

L'EXPRESS 30 MARS 2023